

ARRETE N° 2023-22

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Objet : Règlement temporaire de circulation – Circulation alternée – Chemin d’Avonnex

Le Maire de la commune de Marin ;

VU le Code le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles concernant les pouvoirs du Maire en matière de police L2213-2, L2213-3, L2213-4 ;

VU le Code de la Route ;

VU l’arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière, modifié et complété.

VU la demande présentée le 21 février 2023 par la société Greginterphonie – 973 route des Nappes – 38630 LES AVENIERES, pour des travaux sur les réseaux de télécommunications, route de Marinel ;

CONSIDERANT qu’il convient de prendre des mesures pour assurer la sécurité publique et reglementer la circulation pendant les durée des travaux;

ARRETE :

Article 1 – Pour les travaux décrits ci-dessus, la circulation sera alternée « chemin d’Avonnex » dans les deux sens de circulation le lundi 06 mars.

L’alternat de circulation sera assurée par feux tricolores. Toutefois, la commune peut exiger un autre mode d’alternat si les conditions le nécessitent.

La vitesse sera limitée à 30 km/h au droit du chantier.

Le dépassement et le stationnement seront interdits sur l’emprise du chantier.

L’accès aux propriétés des riverains sera maintenu en permanence et en toute sécurité.

Article 2 – L’entreprise Greginterphonie sera chargée de la présignalisation et de la signalisation réglementaires de son chantier de jour et de nuit et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de celles-ci.

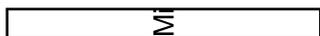
Article 3 – En cas de non-respect de l’article 2 et plus généralement de manquements à la sureté et à la sécurité publique, la commune de Marin se réserve le droit de révoquer le présent arrêté, de prendre les mesures supplémentaires pour remédier aux désordres occasionnés et de poursuivre le permissionnaire pour contravention de voirie s’il ne se conforme pas aux prescriptions imposées. Les frais en découlant seront à la charge du permissionnaire.

Article 4 - Dès l’achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever sans délai la signalisation, nettoyer et remettre en état, à ses frais, les dommages résultant de son intervention

Article 5 - Monsieur le Commandant de la Gendarmerie est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Fait à Marin, le 22 février 2023

Le Maire,
Pascal CHESSEL



« Le présent arrêté peut faire l’objet

- D’un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication
- Ou d’un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans le même délai ».